



NATIONS UNIES

ASSEMBLEE  
GENERALE



Distr.  
LIMITEE

A/C.2/35/L.126  
4 décembre 1980  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-cinquième session  
DEUXIEME COMMISSION  
Point 61 de l'ordre du jour

DEVELOPPEMENT ET COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

Opération spéciale en vue d'améliorer la situation économique  
critique de nombreux pays en développement

Incidences administratives et financières du projet de résolution  
publié sous la cote A/C.2/35/L.125

Etat présenté par le Secrétaire général conformément à l'article 153 du  
règlement intérieur de l'Assemblée générale

1. Aux termes du paragraphe 2 du projet de résolution publié sous la cote A/C.2/35/L.125, l'Assemblée générale prierait "le Secrétaire général d'estimer l'ampleur du déficit de la balance des paiements de chaque pays en développement pour 1981". Cette estimation exigerait un travail technique considérable que le Secrétariat ne pourrait mener à bien à l'aide des ressources existantes. Pour évaluer le déficit, il faut estimer, pour l'année à venir, l'importance de chaque élément de la balance des paiements au compte des opérations en capital et au compte courant. Pour chaque pays, il faudrait donc faire une estimation concernant le niveau normal des importations, tant pour les marchandises que pour les invisibles. D'autre part, il faudrait estimer les recettes d'exportation sur la base de projections du volume et du prix des principaux produits d'exportation de chaque pays; il faudrait compléter ces données par des estimations des recettes de services tels que les transports maritimes, le tourisme ou les envois de fonds. Sur le compte des opérations en capital, il faudrait estimer le niveau probable des entrées normales nettes à long terme de capitaux, les mouvements normaux des capitaux à court terme et ce que représenterait un abaissement normal des réserves en devises. Les données pour 1979 et 1980 serviraient de base à ces estimations pour chacun des pays en développement et il faudrait s'assurer le concours du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale pour obtenir les informations de base à jour ainsi que les autres informations nécessaires pour évaluer ce que pourra être la situation des différents pays en 1981. Pour accomplir cet important travail technique, on estime qu'il faudrait du personnel temporaire supplémentaire équivalant à 15 administrateurs pour une période de deux mois et se répartissant comme suit :

Dollars E.-U.

Cinq administrateurs de la classe P-5 travaillant pendant deux mois chacun	47 200
Dix administrateurs de la classe P-4 travaillant pendant deux mois chacun	<u>79 600</u>
Total	<u>126 800</u>

2. Aux termes du paragraphe 3 du projet de résolution, l'Assemblée générale prierait "le Secrétaire général de prendre, en consultation avec les Etats Membres, des dispositions pour convoquer dès que possible en 1981 une conférence pour les annonces de contributions afin d'obtenir les ressources supplémentaires requises pour mettre en oeuvre l'opération spéciale". Pour procéder aux consultations avec les Etats Membres, le Secrétaire général considère qu'un de ses représentants devrait se rendre dans dix pays donateurs éventuels au moins. On estime qu'il faudrait un crédit additionnel de 8 000 dollars des Etats-Unis pour couvrir ces frais de voyage.

3. Sur la base du coût intégral, les crédits nécessaires pour les services de conférence de la Conférence pour les annonces de contributions prévue au paragraphe 3 du projet de résolution s'élèveraient à 94 500 dollars des Etats-Unis, qui se répartiraient comme suit :

Dollars E.-U.

I. <u>Documents établis avant la session</u> (13 600 mots) : A, Ar, C, E, F, R)	30 700
II. <u>Service des séances</u> (Interprétation : A, Ar, C, E, F, R)	8 600
III. <u>Documents établis après la session</u> (14 000 mots : A, Ar, C, E, F, R)	31 600
IV. <u>Comptes rendus analytiques</u> (2 séances : A, Ar, C, E, F, R)	21 200
V. <u>Besoins du Bureau des services généraux</u>	<u>2 400</u>
Total	<u>94 500</u>

/...

4. Les estimations ci-dessus du coût intégral des services de conférence seront revues dans le contexte d'un état récapitulatif du total des crédits nécessaires pour les services de conférence, état qui sera soumis à l'Assemblée générale vers la fin de la session en cours.

5. Si l'Assemblée générale décidait d'adopter le projet de résolution publié sous la cote A/C.2/35/L.125, les incidences financières s'élèveraient à 134 800 dollars des Etats-Unis, compte non tenu du coût des services de conférence indiqué ci-dessus.

-----